

Communiqué de Presse

L'UE se doit de revoir ses relations avec l'Amérique Latine et les Caraïbes

La Société civile reçoit Federica Mogherini, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères au Forum bi-régional

(Bruxelles, 19/03/2015). L'UE se doit de revoir ses relations avec l'Amérique Latine et les Caraïbes en mettant l'accent sur plus de coopération et d'égalité socioéconomique dans le respect des droits humains ; ceci est l'une des principales revendications de plus de 100 organisations présentes au *II^e Forum de la Société civile UE-CELAC* qui a lieu aujourd'hui à Bruxelles, sous la bannière de CONCORD-Europe et de la Mesa de Articulación.

L'UE joue un rôle très important en Amérique Latine, c'est en effet un des principaux bailleurs de fonds pour l'aide au développement de la région et son deuxième partenaire commercial. Cependant, la protection excessive, sans régulation, qu'apportent les gouvernements européens aux intérêts des multinationales engendre une extraction destructrice des ressources naturelles. Cette situation a des conséquences négatives sur le changement climatique, augmente les déplacements des populations locales et porte atteinte aux droits humains. De 2001 à 2011, les exportations de matières premières de l'Amérique Latine et Caraïbes vers l'UE ont augmenté significativement pour atteindre les 52 %.

Pour Laura Sullivan, Vice-Présidente de CONCORD (confédération européenne des ONG pour le développement et l'aide humanitaire), "l'Europe doit avoir une relation plus juste avec l'Amérique Latine, garantissant que ses politiques commerciales soient cohérentes avec les droits humains et le développement et n'entravent pas les progrès obtenus. 2015 est une année cruciale pour les engagements de l'UE en faveur du développement".

De son côté, Miguel Santibáñez, Coordinateur de la Mesa de Articulación affirme que "dans le contexte actuel, les deux régions montrent des tendances préoccupantes et des dynamiques similaires." Il souligne plus particulièrement que "dans les relations bi-régionales présentes, la priorité est donnée aux intérêts économiques sur les droits humains et la réduction de la pauvreté, et l'accès universel aux services sociaux de base est ainsi limité".

Les réseaux européens de la société civile basés à Bruxelles ACT Alliance UE, Cidse, Cifca, Grupo Sur et Oidhaco considèrent le Forum comme un moment stratégique pour mettre en avant l'importance de construire des relations symétriques entre les deux régions afin de promouvoir les droits humains, l'égalité de genre, des alternatives durables par rapport au modèle économique actuel et de contribuer ainsi à la création de sociétés plus justes et respectueuses de tous.

Finalement, les organisations de la société civile participantes espèrent que les conclusions de ce Forum, qui seront reprises dans une déclaration conjointe, puissent influencer l'opinion publique de l'Union Européenne, de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Elles demandent également que ces conclusions soient prises en compte par les chefs d'État et de Gouvernement des deux régions qui se réuniront en juin prochain à Bruxelles au cours du deuxième Sommet des chefs d'État et de Gouvernement UE-CELAC, évènement de haut niveau qui régit les relations politiques entre les deux régions.

Forum organisé par :

En collaboration avec :

